

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société PARC ÉOLIEN DE NORDEX XI SAS
Commune de Lihus**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le bénéfice d'antériorité le 21 mars 2012 accordé à la société Parc Éolien de Nordex XI SAS suite à la déclaration transmise le 21 février 2012 concernant l'installation et l'exploitation de 4 aérogénérateurs sur la commune de Lihus ;

Vu le porter à connaissance du 3 mai 2023 sollicitant la mise en place d'un plan de bridage ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 octobre 2024 ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 14 octobre 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant émise par courriel du 5 novembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. L'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du livre I, titre VIII, chapitre unique du Code de l'environnement ;
2. La demande de modification sollicitée est visée par les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 du Code de l'environnement ;

3. Le suivi environnemental 2018 a montré que les principaux impacts concernent l'aérogénérateur N1 – NX84149, qui a provoqué 6 des 9 cas de collisions constatés ;
4. L'exploitant sollicite en conséquence la mise en place d'un plan de bridage du parc éolien ;
5. Il ressort de l'instruction de la demande que les impacts de la modification sont acceptables et que la modification peut être considérée comme non substantielle ;
6. La modification sollicitée peut être accordée et il convient de compléter les actes réglementant les installations de la société Parc Éolien de Nordex XI SAS ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 : Dispositions applicables à l'exploitant bénéficiaire de l'autorisation

La société Parc Éolien de Nordex XI SAS, dont le siège social est situé 425 rue Henri Barbusse 78370 Plaisir, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien dénommé Parc Éolien Nordex XI SAS, situé sur le territoire de la commune de Lihus.

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	<p>Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs</p> <p>1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m</p> <p>2. Comprenant uniquement des aérogénérateurs dont le mât a une hauteur inférieure à 50 m et au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur maximale supérieure ou égale à 12 m et pour une puissance totale installée supérieure ou égale à 20 MW</p>	<p>Puissance totale installée en MW : 10 MW</p> <p>Nombre d'aérogénérateurs : 4</p> <p>3 aérogénérateurs : Hauteur au moyeu : 82 m Diamètre du rotor : 95,8 m Hauteur totale : 129,9 m</p> <p>1 aérogénérateur : Hauteur au moyeu : 102 m Diamètre du rotor : 95,8 m Hauteur totale : 149,9 m</p>	A

A : installation soumise à autorisation

Article 3 : Plan de bridage

Un programme de régulation du fonctionnement du parc éolien est mis en place. Il consiste en un arrêt de l'aérogénérateur N1 – NX84149 du 15 mai au 31 octobre :

- lorsque le vent est inférieur à 6 m/s au niveau de la nacelle ;
- lors de températures supérieures à 10 °C ;
- durant l'heure précédant le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant le lever du soleil.

Ces conditions s'entendent à la hauteur de la nacelle.

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre comprenant les données suivantes : date, horaires et conditions météorologiques (vitesse du vent, température, précipitations), permettant de s'assurer, durant la période requise d'arrêt, de sa bonne mise en place.

Un nouveau suivi est réalisé en 2026 pour vérifier l'efficacité du plan.

Toute évolution de ce programme de régulation est une modification notable des conditions d'exploitation portée à la connaissance de la Préfète de l'Oise, conformément aux dispositions de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement et mise en œuvre après accord de l'inspection des installations classées.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. La juridiction est compétente en premier et dernier ressort. Le ministère d'avocat est obligatoire.

Elle peut être déférée à la Cour administrative d'appel de Douai, 50 Rue de la Comédie, 59500 DOUAI :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts.

La Cour administrative d'appel peut être saisie au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la Préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

Article 5 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Lihus pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Lihus fait connaître, par procès verbal adressé à la Préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Lihus, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le **08 NOV. 2024**
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires

Société Parc Éolien de Nordex XI SAS

Le maire de la commune de Lihus

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts de France

Le chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France